

UNE VOIX différente

Avril 2012

Un groupe "Front de Gauche" s'installe à Pontault-Combault

Les habitants de notre ville disposent maintenant au sein du Conseil municipal d'un groupe d'élus "Front de Gauche", au service des citoyens. Le groupe "Communistes et Républicains" s'est en effet élargi d'un élu et d'une nouvelle composante politique. Delphine Heudin, membre du Parti de Gauche, a accepté de renforcer la dynamique portée précédemment par les six autres élus.

Dorénavant, notre groupe se nomme "Groupe Front de Gauche", depuis le dernier conseil municipal du 28 mars.

Nous nous inscrivons dans la poursuite du projet approuvé par les électeurs en 2008, avec les autres groupes d'élus de la majorité municipale, les Verts, le Parti socialiste et les personnalités locales impliquées, en développant la spécificité des valeurs du Front de Gauche, avec la volonté de changer avec les citoyens.

L'activité municipale reste toujours organisée en trois grandes commissions, qui, comme nous le redoutions, resserre la décision sur un trop petit nombre d'élus ; le bilan prévu au bout d'une année n'a toujours pas été finalisé et aucune évolution de cette organisation n'est envisagée à ce jour, malgré des demandes pressantes de notre groupe.

Lors du vote du budget le 28 mars, nous avons débattu longuement autour de la

vidéosurveillance. Sous notre impulsion, des dispositifs de prévention et de médiation vont voir ainsi le jour, et le projet que la ville entend mettre en place d'ici au mois de septembre va permettre de remettre l'humain au cœur du quartier de la gare.

Par ailleurs, à travers le budget 2012, se poursuit la politique d'équipement de la ville, d'amélioration du service public pour la population et l'évolution du régime indemnitaire pour le personnel. Le pouvoir d'achat reste au cœur de nos préoccupations, même si la crise permet aux gouvernants et aux plus aisés de faire peser les efforts sur les plus démunis et les couches moyennes.

Avec la présence d'un groupe Front de Gauche au conseil municipal, c'est la possibilité de faire entendre "une autre voix" qui se renforce.

Patrick Cabuche
Président du groupe



Delphine Heudin



**FRONT
DE GAUCHE**

**Pour aller plus vite et plus fort... le 22 avril, votez
et faites voter Front de Gauche avec Jean-Luc Mélenchon !**

Vidéosurveillance à Pontault-Combault !

Bien sûr le droit à la sécurité et à la tranquillité publique est fondamental. Bien que plutôt sûre dans l'ensemble, notre ville connaît pourtant des moments ou des endroits plus problématiques que d'autres. C'est, notamment, le cas du quartier de la gare.

La majorité municipale débattait depuis plusieurs années de la meilleure réponse à apporter. Certains préconisaient la mise en place d'une vidéosurveillance, afin de dissuader les délinquants et, surtout, de pouvoir démasquer les coupables après coup. Outre les questions philosophiques et morales que pose ce type de dispositif, le groupe des élus du Front de Gauche s'est inquiété de son efficacité.

D'abord, les caméras n'empêchent pas les agressions (on l'a encore constaté récemment à Toulouse et Montauban où, malgré avoir été filmé plusieurs fois, ce ne sont pas les vidéos qui ont permis de trouver l'assassin). De plus, si elles ne servent qu'à mener les enquêtes de police, ce serait donc à l'État de les financer en totalité.

Plus de dissuasion

D'autres – dont la totalité des élus du Front de gauche et une partie du groupe socialiste – aspiraient à une "présence plus humaine" sur le terrain. Plus dissuasive que de bêtes caméras, fussent-elles de haute technologie. Bref, nous souhaitions plutôt la mise en place de personnels de médiation, arpentant les rues du quartier afin de tranquilliser et de rassurer les habitués, qu'ils soient passants ou commerçants.

La sagesse a fini par l'emporter et c'est un double dispositif qui voit le jour dans le quartier de la gare : trois médiateurs et un dispositif de neuf caméras en appui.



Le budget de ces caméras est tout de même affolant : 450 000 €. Même subventionné à 40% par l'État, ça reste cher pour nos deniers communaux. C'est le budget d'un bel espace de convivialité, où les générations pourraient se retrouver, faire que l'on se sente appartenir à la collectivité... Mais pour lequel l'État ne verse pas un centime !

Les médias préfèrent grossir les faits divers pour en faire un thème politique récurrent, ce qui empêche d'interroger le Gouvernement sur ses politiques d'éducation, d'emploi, de santé ou de logements... qui sont autant de dysfonctionnements qui concourent à la délinquance, un marché juteux pour les marchands d'insécurité.

Antoine Blocier



Jean-Charles Coutinho, le passionné de la vie s'en est allé

En mai prochain, cela fera un an que notre camarade Jean-Charles Coutinho nous aura quittés brutalement dans sa 52^e année.

Communiste sans concession pour toute forme d'injustice, syndicaliste CGT convaincu, militant du sport comme moyen d'émancipation, passionné par l'accès et le respect de tous au bien commun

qu'est l'Eau, revendiquant un retour de la gestion de l'eau de la ville en régie publique, Jean-Charles a été un élu actif de notre groupe lors du mandat municipal précédent au sein des commissions Sports et Aménagement de la ville. Il repose dans son pays natal, le Portugal, qu'il avait dû quitter tout jeune enfant, en famille, aux heures noires de ce pays, mais qu'il avait gardé au plus profond de lui.

Il n'y a aucune fatalité dans cette crise !

l'humain d'abord

Il n'est pas besoin de rechercher ni une cause naturelle de type séisme, volcanisme, tempête, ... ni une origine mystique ou surnaturelle !

On est en présence d'une volonté humaine de faire des profits immédiats, volonté qui n'est pas nouvelle mais qui atteint un des plus hauts sommets de la "bêtise" capitaliste.

Pourquoi la crise ? Dès 2009, les États sont intervenus financièrement pour sauver le système bancaire, en s'endettant très lourdement. Aujourd'hui, les imprévoyants d'hier, les agences de notations, ... viennent donner des leçons aux États.

Les fautifs marchés exigent des mesures d'austérité, qui visent ni plus ni moins à faire payer cette crise aux peuples et à rassurer les "investisseurs", c'est-à-dire leur garantir qu'ils vont pouvoir continuer à se gaver sur le dos du plus grand nombre. Les causes de la crise sont nombreuses, essayons d'en distinguer quatre plus particulièrement :

Le Capitalisme et sa course effrénée au profit. Des colonisations à la mondialisation, des guerres aux frappes chirurgicales, peu importe "comment", ce qui compte c'est "combien" cela rapporte. **Aujourd'hui, toutes les avancées sociales de l'après-guerre sont taillées en pièces dans le but de rendre rentable pour quelques-uns ce qui l'était pour tout le peuple.**

Le groupe Front de Gauche appelle à voter Jean-Luc Mélenchon le 22 avril.

Les États ont obligation de recourir aux banques privées pour se financer.

La France, par exemple, doit s'adresser aux banques privées pour ses besoins de financement, avec des conséquences dramatiques. Le coût des intérêts de dettes payées aux marchés depuis 1974 représentent près de 1 200 milliards d'euros, à comparer avec les 1 641 milliards du total de la dette publique !

La motivation des spéculateurs ne s'embarrasse d'aucun état d'âme, ceux-ci ne cherchant plus à se faire rembourser mais à parier sur la faillite de tel ou tel État.

L'explosion de l'endettement privé.

Depuis 30 ans, la part des salaires dans la redistribution des richesses baisse, au bénéfice des revenus du Capital qui ont récupéré plus de 10 points.

L'endettement privé (banques, ménages, entreprises) est devenu gigantesque. Les crises américaines, irlandaises, espagnoles sont d'abord des crises de dettes privées, le sauvetage des banques les aura transformées en dettes publiques. "Privatiser les profits et socialiser les dettes", telle est la pratique mise en œuvre par les politiques libérales.

Faire des cadeaux aux banques, c'est faire des cadeaux aux riches.

Les politiques libérales se sont attachées à réduire au maximum le poids de l'impôt sur les plus riches. De cadeaux fiscaux en réductions de l'impôt sur les bénéfices, cette politique a fait perdre des milliards aux finances publiques. Pour la France, les cadeaux fiscaux représentent 110 milliards par an !

Certains milliardaires résumant très bien la situation : "Alors que les classes pauvres et les classes moyennes se battent pour nous en Afghanistan, alors que la plupart des Américains luttent pour boucler leurs fins de mois, nous, les mégariches, continuons de bénéficier d'exemptions fiscales extraordinaires."



Patrick Cabuche
PCF, président du groupe,
conseiller délégué
au Handicap

Antoine Blocier
PCF, adjoint chargé
de l'Urbanisme
et de l'Aménagement

Josiane Merville
Syndicaliste enseignante,
conseillère déléguée
au Péri-scolaire

Delphine Heuclin
PG, commission Cadre de vie

Josselyne Lesage
Militante associative,
commission Cadre de vie

Jean-Pierre Guillot
PCF, commission Ressources

Danielle Gauthier
PCF, Vice-présidente
Communauté d'Agglomération
de la Brie Francilienne

Contact du groupe : pcabuche@pontault-combault.fr

La santé n'est pas une marchandise

Notre pays a souvent été reconnu comme offrant un système de santé et de protection sociale exemplaire. Force est de constater que depuis plusieurs années les attaques se multiplient pour en démolir les fondations notamment depuis la loi Hôpital santé patients et territoire (dite loi Bachelot) et la création des agences régionales de la santé.



Fermetures des hôpitaux de proximités, fermetures de services entiers dans les grands hôpitaux, réductions des budgets, non remplacement des personnels... se succèdent, sur fonds de partenariat public privé fiasco garanti comme pour l'hôpital sud francilien de Corbeil-Essonnes.

Mais c'est aussi des remboursements de nombreux médicaments, des franchises médicales, des attaques contre les mutuelles au nom de la non concurrence avec les assurances, l'instauration de *numérus clausus* limitant de manière drastique la formation de médecins et de personnels médicaux et paramédicaux, ce qui explique la pénurie actuelle et à venir de ces professionnels.

Les secteurs rentables de la santé sont de plus en plus fréquemment confiés au secteur privé, comme la radiothérapie dans le nouvel hôpital public de Jossigny (qui va remplacer l'hôpital de Lagny) confiée au groupe Saint-Faron.

Oui, la santé dans notre pays va mal, alors que les moyens techniques existent, de plus en plus de français renoncent aux soins

faute de moyens financiers ou de réponses adaptées de proximité.

Et sur notre territoire

Sur notre territoire la situation n'est pas très positive. Le nombre des généralistes et des spécialistes est en dessous des normes régionales et la pratique du secteur 2 avec dépassements d'honoraires rend l'accès aux soins plus compliqué encore. C'est pour apporter une nouvelle offre de soins que la Brie Francilienne (la nouvelle communauté d'agglomération) porte le projet d'un centre intercommunal de santé public où le patient est au cœur de notre projet de santé.

La santé n'est pas une marchandise, c'est selon la définition de l'Organisation mondiale de la Santé un état de complet bien-être physique mental et psychique. C'est-à-dire qu'elle dépend de toutes nos conditions de vie, logement, ressources, environnement, travail, stress...

En France aujourd'hui les conditions de vie de la majorité des habitants sont sources de mal-vie, de mal-être, de mauvaise santé. C'est pourquoi il est urgent de reconstruire notre système de santé et de protection sociale, de se débarrasser de l'ultra libéralisme et d'ouvrir la voie à de profonds changements.

Danielle Gauthier

Handicap : conquérir l'égalité !

C'est l'esprit de la loi de 2005, engageant les pouvoirs publics, mais également toute la société française à organiser l'accessibilité pour tous et partout.

Sous mon impulsion, la Municipalité s'est engagée sans réserve sur ce chemin, pour améliorer les voiries, organiser l'accessibilité des bâtiments public en prévoyant un parcours de vie entièrement accessible qui ira de la crèche, en passant par l'école et la formation, jusqu'au logement et l'accès à la vie sociale et culturelle et aux services publics. La Ville est également employeur, et en 2011 nous avons signé une convention

permettant de réunir des moyens importants pour maintenir dans l'emploi les personnes handicapées, créer des postes adaptés et organiser l'accessibilité pour tous les employés de la ville.

Toutes ces actions portent leurs premiers fruits, elles permettent un mieux vivre pour beaucoup d'entre nous. Voir à ce sujet le film *Le handicap à Pontault-Combault* disponible sur le site de la ville.

C'est en s'appuyant sur ces premières avancées que je souhaite maintenant aboutir à l'écriture d'une charte "Pontault-Combault ville accessible" avec les différents acteurs de la vie : accès à l'éducation, accès à l'emploi, accès au logement, aux transports,

Gaz de schiste : l'État s'entête

Suite à la mobilisation de 2011 contre l'utilisation de la fracturation hydraulique pour extraire les gaz de schiste, une loi avait été adoptée le 13 juillet 2011, censée interdire ce type d'exploration-exploitation.

Elle devait également instaurer la publication des éléments constitutifs des demandes de permis d'exploration, pour permettre notamment au public d'être informé et de formuler des observations.

Dans les faits, sur les 64 permis déposés à l'époque, seuls 3 ont été abrogés. La Seine-et-Marne reste fortement concernée puisque les permis situés sur son sol n'ont pas été abrogés, notamment ceux situés à Doue et à Jouarre. Est-il utile de rappeler que l'exploitation du gaz de schiste a un impact direct et néfaste sur la nappe phréatique dite de Champigny, par une pollution des eaux souterraines et de surface par des métaux lourds et des produits chimiques toxiques ?

Depuis le 19 janvier, onze nouveaux permis de recherche exclusifs en Seine-et-Marne ont été mis très discrètement en consultation auprès du public sur le site du Ministère de l'Environnement. Le territoire de Chelles, Roissy, Ozoir, Chevry et Brie est concerné.

Comme une bonne nouvelle n'arrive jamais seule, le Ministère de l'Écologie a rendu public, le 22 mars, le rapport final de la mission d'ins-



aux commerces, à la vie sociale, sportive et culturelle...

Ainsi nous souhaitons nous engager avec tous les partenaires concernés à mener une réflexion partagée sur l'accessibilité et développer, en synergie avec tous, les actions nécessaires pour améliorer partout la situation.

Patrick Cabuche

L'aménagement de la ville

Pontault-Combault est vraiment une ville saine en services publics, dynamique économique

Durant près de trente ans, la ville a grandi, a augmenté sa population, un grand nombre de banlieusards sont venus y trouver un peu d'air. Or, cela s'est construit un peu anarchiquement, au gré des opportunités foncières. Un quartier venant s'accrocher à un autre... J'arrêterai là les critiques car c'est de cet urbanisme, sans doute volontariste, que la plupart de nos concitoyens d'aujourd'hui sont issus. Moi y compris. C'est notre héritage commun. À nous de le transformer.

C'est pourquoi, depuis quelques années en charge de l'urbanisme de notre commune, je m'efforce de redresser la barre, d'organiser le développement de la ville sans tout bouleverser, de poursuivre son aménage-

ment – issue du Ministère de l'Industrie et de celui de l'Écologie – sur "les hydrocarbures de roche-mère en France", en clair : les huiles et gaz de schiste.

Sortir de l'âge des énergies fossiles

Il est notamment question d'utiliser à titre expérimental la fracturation hydraulique, pour les permis délivrés en Région Parisienne. Un des motifs avancé est qu'il faut déterminer les conditions nécessaires pour utiliser sans risque la fracturation hydraulique car elle serait la "seule technique opérationnelle pour au moins plusieurs années". Les industries pétrolières peuvent donc se frotter les mains. Quid de nos engagements internationaux et de ceux du Grenelle de l'Environnement ? Combien de temps encore allons-nous faire reposer l'avenir énergétique de la France sur l'extraction de ressources fossiles ?

Avec l'augmentation incessante du prix de l'essence, avec les conséquences dramatiques sur notre environnement engendrées par l'exploration, l'exploitation de ces énergies fossiles non renouvelables (pétrole, gaz de schiste), n'est-il pas temps de nous tourner véritablement vers les énergies renouvelables et de mettre en place une politique de transition écologique réintroduisant la maîtrise publique de l'énergie, favorisant la recherche et la diversification des sources d'énergie ?

N'est-ce pas l'avenir de nos enfants que nous sommes en train d'hypothéquer en poursuivant dans la voie actuelle ? Nous le pensons et notre responsabilité d'élu(e)s nous incite à appeler à la vigilance et à la mobilisation tant pour défendre notre bien commun qu'est notre environnement que pour porter une autre politique énergétique.

Delphine Heudin

ville se réfléchit pour 10 à 20 ans !

*sympathique au cadre de vie encore préservé, bien équipée
uement... mais bougrement mal équilibrée urbanistiquement.*

ment le plus harmonieusement possible, de maîtriser les constructions sans refuser les nouveaux citoyens, d'aider à faire prendre conscience de la nécessité du bien vivre ensemble, de participer à l'évolution des mentalités (aspect environnemental de l'urbanisation, liaisons douces, espaces de convivialité, écoquartier, etc.), de solliciter l'intervention citoyenne (visites sur sites naguère, réunions publiques pour le Plan Local d'Urbanisme, groupes de travail sur le Plan de Déplacements...).

Aujourd'hui, nous prenons toujours plus notre destin en mains : une importante somme est dégagée dans le budget pour procéder aux acquisitions foncières néces-

saires à nos aménagements, nous avons passé une convention avec l'Établissement public Foncier d'Île-de-France et, enfin, nous débutons une collaboration avec l'architecte/urbaniste Paul Chemetov. Sa grande expérience et son regard extérieur devraient nous aider à bâtir la ville de demain.

C'est une extraordinaire ambition, mais pour la réussite de laquelle il faudra toujours compter sur la participation des Pontellois-Combalusiens. Et sur ce terrain, vous savez pouvoir compter sur les élus du Front de Gauche pour vous solliciter et être à votre écoute.

Antoine Blocier

Reconquérir notre pouvoir d'achat

En 2007, le Président de droite se présentait comme le "candidat président du pouvoir d'achat".

Les seules mesures prises après son élection et le renouvellement d'une majorité de droite à l'Assemblée nationale, le furent au profit des plus riches.

À commencer par lui-même qui s'y connaît en auto-augmentation (+ 140%). Les dirigeants du CAC 40 voyaient leurs rémunérations bondir de 40%.

Les 500 plus grandes fortunes professionnelles pèsent 280 milliards d'euros. Et les entreprises licencient, délocalisent et bloquent les salaires, alors que l'argent existe pour revaloriser les salaires et accroître la consommation des ménages. Ils nous parlent de crise servant de prétexte pour ne pas répondre aux salariés. Crise il y a, mais crise du système capitaliste où les riches ne sont jamais assez riches et les pauvres jamais assez pauvres.

Un autre partage des richesses

En 2007, le SMIC horaire était à 8,44€. 5 ans après à 9,22€ soit une augmentation de 78 centimes, même pas le prix d'une baguette. Les organisations de retraités estiment la perte de pouvoir d'achat de leurs pensions à 300€ mensuels.

Aujourd'hui, en France, 8 millions de gens vivent sous le seuil de pauvreté. Alors que notre pays n'a jamais produit autant de richesse.



Un autre partage de celles-ci est nécessaire :

- augmentation du SMIC à 1 700€, revalorisation des bas salaires, indexation sur les prix pour maintenir le pouvoir d'achat.
- augmentation des minimas sociaux pour qu'aucun revenu ne soit en dessous du seuil de pauvreté.
- instauration d'un minimum retraite au niveau du SMIC, aujourd'hui le gouvernement annonce une augmentation des pensions du régime général de 2,1% au 1^{er} avril alors que les prix ont augmenté de 2,5% selon l'Insee.
- taxation des dividendes des actionnaires, suppression des "bonus" et "stock-options".
- remise à plat des exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les employeurs.

OUI, voter Jean-Luc Mélenchon le 22 avril 2012, c'est voter pour que "l'humain soit le centre". Voter Front de gauche, c'est s'attaquer résolument à la Finance. C'est mener une vraie politique de gauche dans notre pays.

Jean-Pierre Guillot